

qu'il ne se produirait probablement aucun changement avant que ceux-ci soient réglés.

On a aussi parlé de la reconnaissance possible de la Chine communiste par le Canada et de la réaction des États-Unis devant ce geste.

Au cours des pourparlers sur la Chine communiste, un des délégués du Canada a proposé au comité de recourir aux connaissances et à l'expérience d'un collègue alors absent de l'assemblée. Par la suite, en entamant les pourparlers sur la situation au Vietnam, le coprésident de la délégation américaine a énuméré les solutions et lignes de conduite que le gouvernement des États-Unis pourrait adopter pour résoudre le problème, notamment le retrait des forces militaires, le maintien de la guerre et l'intensification de l'escalade. Le coprésident a demandé à un délégué du Canada de parler de son expérience de la Chine, afin de tenter d'étudier le problème du Vietnam à la lumière de ces révélations. Le délégué du Canada a mentionné qu'il avait d'abord pris contact avec les autorités chinoises en 1960, en rapport avec la vente au comptant de blé finalement ratifiée en janvier 1961. Les autorités chinoises, a-t-il dit, voulaient alors ardemment sortir de l'isolement qu'elles s'étaient créé en nouant des relations commerciales avec d'autres pays du monde. De l'avis du délégué du Canada, cette attitude offrait au gouvernement américain l'occasion de se joindre au gouvernement canadien pour les ventes de céréales à la Chine communiste. Le délégué du Canada s'en était alors entretenu avec le président Kennedy à qui l'idée a paru plaire. Plus tard, cependant, il avait dit que le gouvernement américain consentirait à donner à la Chine toutes les céréales qu'elle voulait, si seulement elle en faisait la demande. Cette invitation avait été jugée irrecevable par les autorités chinoises et le marché ne fut jamais conclu.

Le délégué du Canada a souligné la différence énorme qui existe en Chine entre les «hommes politiques» et les «commerçants». Les politiciens sont idéalistes et croient que des mesures et des manœuvres politiques peuvent, à elles seules, changer la nature de toute une génération. Ils sont très dogmatiques, a-t-il dit, alors que les commerçants sont beaucoup plus pratiques et réalistes quant à leurs croyances et leurs rapports.

Au cours d'une visite à Pékin, le délégué du Canada avait été convoqué par le premier ministre, Chou En-Lai, et celui-ci lui avait exposé les trois buts principaux de leur politique étrangère. Le premier et le plus important consistait à récupérer tous les territoires que la Chine possédait avant 1900, notamment

ceux qui sont présentement sous la tutelle de la Corée, de Formose et de l'Union soviétique.

Le second était de modifier les rapports qui existent entre les grandes puissances et les pays sur lesquels ils exercent leur influence. Il s'agissait là de l'Union soviétique et des États-Unis d'Amérique. Leur troisième objectif était de s'emparer des rênes du mouvement communiste dans le monde. Chou En-Lai croyait que son gouvernement était plus en mesure de diriger le communisme, parce qu'aucun Blanc, disait-il, ne peut comprendre ce qu'est l'homme de couleur.

Pour ce qui est de Formose, Chou En-Lai avait dit que le problème crucial qui s'y posait était que ce pays était habité par une population indigène de dix millions et par quelque deux millions de réfugiés de la Chine. Chou En-Lai acceptait le principe de l'auto-détermination et avait mentionné que ces dix millions d'indigènes devraient pouvoir un jour exprimer leurs opinions sur le sujet.

Le représentant du Canada a mentionné qu'à ce moment, la Chine se préparait à affronter l'Union soviétique. Elle ne songeait alors à aucune confrontation avec les États-Unis, mais la craignait et était prête à se battre si nécessaire. Il est significatif, a déclaré le délégué canadien, que la majorité des jeunes enfants chinois apprennent l'anglais comme langue seconde et que les Chinois ne critiquent jamais le peuple américain, mais plutôt leur classe dirigeante qu'ils jugent impérialiste. Selon ce délégué, le principal désaccord entre la Chine communiste et les grandes puissances vient du fait que la Chine s'est toujours considérée comme la plus grande culture et le centre du monde et qu'elle s'irrite profondément de la supériorité culturelle des autres grandes puissances.

Le délégué canadien a aussi mentionné la faillite de la révolution culturelle et la prise de pouvoir apparente de la classe administrative sur les politiciens.

Les délibérations portèrent ensuite sur le Vietnam. La délégation américaine demanda au délégué canadien qui avait exposé ce qu'il avait constaté en Chine, s'il avait quelque opinion sur la façon dont les États-Unis pouvaient mettre fin au conflit du Vietnam. Celui-ci répondit qu'à son avis, les États-Unis devraient établir un dialogue avec la Chine communiste; si la Chine croyait obtenir à Taiwan ce qu'elle désirait, même dans un avenir éloigné, elle pourrait exercer des pressions sur Hanoï en réduisant ses approvisionnements militaires; par le fait même elle aiderait à mettre fin à la guerre.